

La culture et le développement local_

Par Yvon Leclerc

Président, Association des centres locaux de développement du Québec

Quelque part dans son immense œuvre littéraire, Anatole France expose, avec force détails, le raisonnement d'un petit chien qui décrit les étapes d'un mur qui s'avance vers lui... voulant signifier ainsi que nos perceptions de la réalité sont souvent prises à contresens. Ainsi, par exemple, en est-il de la valorisation que l'ordre politico-économique fait des réalisations industrielles et commerciales d'envergure. Ce qui est gros, contient beaucoup de zéros après l'unité, et qui crée beaucoup d'emplois est présenté comme le *nec plus ultra* du régime économique. Et tout le monde applaudit.

Bien sûr, les habitants de Kingsey Falls ont cent fois raison d'être fiers des frères Lemaire et de la multinationale qu'ils ont fondée avec l'impulsion du Régime d'épargne-actions mis sur pied par Jacques Parizeau. Bien sûr, les résidents de Berthierville ont raison d'être fiers que leur localité ait vu naître un des grands coureurs automobiles du XX^e siècle. Plusieurs localités comme Valcourt, New Carlisle, Baie-Saint-Paul ou Charlemagne peuvent s'enorgueillir d'avoir vu naître ou grandir des personnages qui sont devenus plus grands que nature au cours de leur vie.

Dans cet exposé, je voudrais insister sur le lien qui existe entre les réalisations, souvent collectives – bien qu'elles n'excluent pas le rôle des leaders –, et la fierté que les habitants en retirent. Fierté qui constitue, à n'en pas douter, un puissant ferment de développement. Dans une communication restée célèbre livrée aux États généraux du monde rural en 1991, le regretté Fernand Dumont avertissait les participants : « si les citoyens ne veulent pas être désappropriés de l'économie, il est une condition préalable : qu'ils ne soient pas désappropriés de la culture ». Le sociologue situe donc l'appropriation culturelle comme un préalable à toute action en faveur du développement d'une communauté.

C'est aussi la conclusion que nous tirions du deuxième rapport du Conseil des affaires sociales, Agir ensemble. La condition première et préalable à la création de la richesse, c'est de « créer un esprit favorable au développement ». Et je ne connais pas de moyens plus efficaces pour créer ces conditions que les activités ou les projets à caractère culturel. Précisément parce qu'ils réussissent à glisser entre le territoire et ses habitants un levain à nul autre pareil pour stimuler le goût d'entreprendre : la fierté de son territoire, de ses racines, de son identité.

Je vous épargne la théorie pour vous exposer plutôt quelques exemples concrets qui illustreront ces liens. Qu'on en juge.

L'ANSE À BEAUFILS

Depuis la fusion des municipalités entourant Percé qui a eu lieu au début des années soixante-dix, l'Anse à Beaufils n'est plus qu'un lieu-dit, sorte d'arrondissement de la municipalité de Percé dont elle est éloignée d'une dizaine de kilomètres. Croyez-vous que les résidents de l'Anse à Beaufils aient perdu leur identité dans cette opération de fusion municipale ? Que non !

En fait, à l'Anse à Beaufils, on n'ennuie bien davantage du poisson qui s'est fait rare dans la mer que de la municipalité. Autant la perte du statut de municipalité s'est peu ou pas fait sentir, autant le moratoire imposé sur la pêche à la morue a pu bouleverser la vie du village.

Car l'Anse à Beaufils, c'est un havre de pêche. Un magnifique petit port avec un brise-lames pour permettre de faire reposer les bateaux de pêche en toute quiétude. Et sur le quai, une usine à poisson – de loin la plus importante du village – construite durant les années trente.

Une usine qui est devenue la *vielle usine* lorsqu'on commença à parler de disette de poisson. Que faire dans une communauté habituée à vivre de la pêche et de la transformation du poisson à l'usine ? Les bateaux sont remisés mais l'usine est toujours là, sur le quai. Et elle se dégrade car elle n'est plus entretenue puisque dans l'esprit des habitants du village, elle est morte avec le moratoire sur la pêche, qui n'est pas près de reprendre, à ce que l'on dit.

Quelques personnes imaginent alors de transformer l'usine en centre culturel. Une centre qui offrirait une salle de spectacle multifonctionnelle, une salle d'exposition, des ateliers d'artisans et un café de restauration légère. Le projet est vite monté. Reste à le vendre à la population locale. À la surprise générale, 48 adultes sur une communauté de 350 habitants ont fourni 125 000 \$, des contributions de 1 200 à 10 000 \$ selon la capacité des personnes à souscrire, sans égard au droit de vote, comme dans la formule coopérative. Suffisamment pour indiquer clairement aux instances locales et régionales et au gouvernement que le projet était sérieux et que ses promoteurs ne reculeraient pas.

Ils ont, bien sûr, gagné sur tous les plans.

D'abord, sur les plans de la confiance et de la fierté. Réussir, dans l'adversité, alors que tous les augures vous prédisent un avenir plutôt sombre, n'est pas une mince victoire. Ce projet est un succès qui est non seulement reconnu et soutenu localement, mais qui a valu aux promoteurs un grand prix au Concours québécois en entrepreneurship de 2001.

Ensuite, le projet a fait des petits. Un magasin général, remarquable prototype des magasins des Robins ou Le Bouthillier, est venu augmenter l'offre touristique ; cet établissement nous enseigne que la culture des Robins n'est pas si loin de nous. Un petit port où les voiliers de grand luxe côtoient désormais les barques de pêche. Un café achalandé où on rencontre une faune bigarrée, où se mêlent des visiteurs de toutes origines. Des artisans qui fabriquent des bijoux à partir des agates récoltées sur la grève. Des visites d'interprétation sur les agates que vous pouvez ramasser vous-même sur la plage voisine de l'usine. Un achalandage nettement accru dans les hôtels et les gîtes ainsi que dans les commerces locaux. Et j'en passe.

Liens entre la réussite du projet et l'identité ? À l'évidence, ce projet n'aurait jamais vu le jour s'il ne s'était pas appuyé sur un fort sentiment d'appartenance. C'est tout un village qui s'est levé pour soutenir cette initiative. Et une fois debout, qui sait ce qui peut se produire ! Gageons que ce n'est qu'un début.

MONTMAGNY, VILLE DE LA SCULPTURE

À Montmagny, même phénomène. La contribution de la culture est carrément à l'origine de la reprise économique vécue dans cette ville à la fin des années quatre-vingt. Quel contraste avec l'effondrement du début de la même décennie !

En effet, on se rappelle que Montmagny, située sur la rive sud du Saint-Laurent à 60 kilomètres en aval de Lévis, était surtout connue, jusque-là, pour l'entreprise qui fabriquait « le beau poêle Bélanger » de maman Plouffe. Un jour, la vieille manufacture, essoufflée par plus de cent ans de bons et loyaux services, doit fermer ses portes, dépassée par la concurrence. Plusieurs centaines de personnes se retrouvent privées d'emploi, en majorité des chefs de famille. Voilà qui exige une solution rapide.

Elle vient du gouvernement fédéral, plus précisément du ministère de l'Expansion économique régionale. Pour avoir accès à une subvention, la loi créant ce ministère prévoyait qu'il fallait déclarer la ville « zone désignée ». Ainsi l'entreprise Bélanger a-t-elle pu recevoir la subvention qui a permis sa modernisation. Ce remède de cheval a cependant produit des effets insoupçonnés.

Car une « zone désignée » projette l'image d'une région ou d'une ville en péril économique. Résultat ? Montmagny, qui comptait sept concessionnaires automobiles au moment de sa « désignation », en avait perdu six, deux ans plus tard. Et le nombre de commerces de détail qui fermaient leurs portes par crainte du pire grimpa à vue d'œil. Même les pratiques administratives habituelles comme les marges de crédit, les délais de paiement, etc., s'en ressentaient. Bref, comme dans *Les animaux malades de la peste*, ils n'en mouraient pas tous mais tous étaient frappés.

À peu près seule, dans ce gâchis économique, l'entreprise Bélanger, rachetée par la multinationale Inglis (avec nos subventions), avait repris la production d'appareils ménagers. Mais à quel prix ! Montmagny, au milieu des années quatre-vingt, ne voyait plus comment se sortir du bourbier dans lequel elle s'était enlisée. Le défaitisme et la lassitude étaient en voie d'avoir raison de la volonté et de la détermination de ceux qui avançaient des solutions. Que faire ?

Contre toute attente, l'espoir est venu d'une décision du nouveau conseil de ville élu en 1985. Cette décision, en apparence très éloignée de l'activité économique, consistait en la création d'un *comité d'embellissement* doté d'un modeste budget annuel de 10 000 \$.

À sa première année, le comité s'était donné la mission de nettoyer les abords de la rivière, encombrée d'une variété impressionnante de débris de tout genre que la population avait pris l'habitude d'y jeter au fil des ans. On construisit une digue de pierres pour renforcer les abords et protéger les propriétés riveraines contre l'érosion provoquée par les crues annuelles de la rivière. Une fois terminée, cette opération n'avait plus à être reprise. On pouvait passer à la véritable mission du comité.

C'est donc à sa deuxième année que le comité d'embellissement se mit à la tâche de transformer le visage de cette ville de 10 000 habitants. Le nettoyage de la rivière et de ses abords terminés, le comité entreprit d'en rendre l'accès agréable : allées piétonnières, aires de repos avec bancs. Et surtout, des sculptures. En ronde-bosse ou en bas-relief, anciennes ou modernes, partout où l'on pouvait ériger un socle pour y déposer une œuvre, on le faisait. Ensuite, ce fut au tour des parcs, des ronds-points, des stationnements municipaux de faire l'objet de l'attention du comité. Au point où le visage de la ville changeait à vue d'œil. Et la mentalité des citoyens évoluait au même rythme : à force de se faire répéter que leur ville était belle, ils finissaient par croire qu'ils y étaient peut-être pour un petit quelque chose !

Le sommet de cette action culturelle a cependant été atteint lorsque le maire a convaincu l'artiste québécois le plus connu de par le monde, Jean-Paul Riopelle, de venir s'établir dans le

manoir de sir Étienne-Pascal Taché, monument historique sis au beau milieu de la ville. Impressionné par la vie et les mœurs des grandes oies blanches, l'artiste a trouvé dans cette ville le climat propice à son travail. Reconnaisant, le peintre a présenté, à Montmagny, à l'été 1991, une exposition qui a fait accourir les foules de partout au Québec. Surtout que Riopelle avait eu la bonne idée d'inviter le sculpteur très connu, originaire de Saint-Jean-Port-Joli, Jean-Julien Bourgault, à exposer avec lui. Le mélange était exceptionnel et le résultat allait être remarquable.

Les résidents de Montmagny qui voyageaient un peu partout au Québec voyaient les affiches invitant les visiteurs à se rendre chez eux. De quoi stimuler leur fierté. D'autant plus que les touristes prenaient goût à cette ville que certains comparent même à la cour arrière du Musée d'art contemporain ! Feu le défaitisme...

Peut-on faire un lien entre le fait que Montmagny n'a pratiquement pas connu de récession économique depuis 1989 et la vitalité culturelle qu'on y trouve depuis 1985 ? Toujours est-il que cette ville affiche un taux de chômage moins élevé que la moyenne du Québec. On y parle de croissance, de développement, non de récession. L'identité culturelle, facteur de développement ?

Surveillez bien Montmagny au cours des prochaines années. On y trouve une solidarité, un concertation des acteurs économiques soudés par un sentiment d'appartenance et une volonté de dépassement qui aura raison des nouvelles menaces de fermeture de l'usine Inglis qui planent à l'horizon.

SAINT-JEAN-PORT-JOLI

Saint-Jean-Port-Joli, c'est la capitale de la sculpture sur bois. Cette localité de la Rive-Sud a donné au Québec un nombre impressionnant d'artistes et d'artisans. On songe aux Bourgault, Leclerc, Caron, Dubé, etc. Parmi ceux-là, Jean-Julien Bourgault a bouleversé les règles économiques habituelles.

C'est en pleine crise économique, durant les années trente, que Jean-Julien se joint à l'atelier de sculpture sur bois établi par ses frères Médard et André. Riche de nombreuses légendes héritées de la tradition orale autant que de ses lectures de Philippe Aubert de Gaspé, seigneur du lieu, il traduit dans le noyer ou le tilleul des personnages de son temps ou de la tradition. Ainsi naissent Servule le quêteux, La Coureuse des grèves, Magloire (son père) le menuisier sculptés en ronde-bosse ; ainsi revivent les scènes d'autrefois dans des bas-reliefs dont certains se retrouvent dans des musées ou chez des collectionneurs du monde entier.

Généreux et jovial, Jean-Julien ne voyait pas pourquoi les travailleurs touchés par la crise économique ne pourraient pas faire comme lui. Avec ses frères, il ouvrit même une école de sculpture sur bois. « Plus nous serons nombreux à faire ce métier, plus nous vendrons », avait-il l'habitude de dire. On avait beau lui exposer la loi des rendements décroissants, la division des parts de marché, la diminution potentielle des revenus espérés, rien n'y faisait. Il se contentait de répéter : « Plus nous serons nombreux à faire ce métier, plus nous vendrons. » « Il ne comprend rien », croyait-on.

Avec leur école, les frères Bourgault formèrent toute une génération de mains habiles qui portèrent la renommée de ce petit village aux quatre coins du monde. Jean-Julien s'est moqué allègrement de la « loi des rendements décroissants ». Durant les années cinquante et soixante, ils étaient plus de 150 artisans à vivre de la sculpture sur bois, à Saint-Jean-Port-Joli. S'il a déjoué les règles économiques enseignées dans les grandes écoles, c'est parce qu'il avait compris que les objets qui sortaient des mains agiles des artisans n'étaient pas des produits comme les autres. C'étaient des produits culturels qui suscitaient l'admiration, remuaient des sensibilités, stimulaient la fierté comme ne pouvaient le faire les produits habituels de consommation.

Saint-Jean-Port-Joli a désormais acquis une renommée qui dépasse largement ses frontières. Une réputation fondée sur une tradition culturelle qu'elle continue de faire grandir dans plusieurs disciplines artistiques.

CAP-CHAT

C'est le pays des cornes de brume, des grands vents, des récifs du large et des naufrages devenus légendes. C'est aussi le pays d'Augustin Saint-Laurent, un homme qui a eu l'idée de tirer parti des caractéristiques de son coin de pays.

Curieux destin d'ailleurs qui a mené ce scientifique, grand amateur d'histoire et de littérature, à faire carrière comme enseignant puis comme directeur d'école en Abitibi et dans la région montréalaise. Jeune retraité en pleine santé, il revient s'établir à Cap-Chat, à un jet de pierre de Tourelle, son patelin natal. Très vite, son dynamisme le conduit à la mairie de la ville qu'il entreprend de relancer sur la voie du développement après avoir constaté qu'elle abrite une population dont la moyenne d'âge est la plus élevée au Canada.

Véritable encyclopédie culturelle, c'est tout naturellement vers un projet culturel qu'il dirige ses premiers efforts. Après des passes d'armes épiques avec les technocrates des gouvernements centraux²⁹, le Centre d'interprétation du vent et de la mer ouvre ses portes sur le site même du rocher en forme d'un chat assis qui a donné son nom à la ville. Succès instantané auprès des touristes de passage aussi bien que de la population de la

²⁹ La genèse complète de ce projet a été exposée dans CONSEIL DES AFFAIRES SOCIALES, *Un Québec solidaire : Rapport sur le développement*, sous la direction de Yvon Leclerc, Madeleine Blanchet et Paul Beaulieu, Gaétan Morin éditeur, Boucherville, 1992.

région qui redécouvre la beauté et la grandeur de son passé récent et lointain. « Quand on voit des personnes qui restent assises à leur place, longtemps après la fin de la projection du diaporama, qu'on les voit sortir lentement, pensives ou rêveuses, on sait que ce sont des Gaspésiens et des Gaspésiennes touchés par la richesse de leur passé et par le potentiel de leur présent », dira monsieur Saint-Laurent en parlant du Centre. Une visite qui stimule la fierté, ramène le goût du développement et l'espoir d'assurer la maîtrise de son destin.

Mais le maire de Cap-Chat ne pouvait s'arrêter à ce premier succès. Depuis plusieurs dizaines d'années, monsieur Saint-Laurent s'intéresse au folklore et rassemble des pièces d'archives écrites et sonores de la Gaspésie. Disciple de Barbeau et de Lacoursière, il a recueilli des milliers de chansons et de poèmes dont certains remontent au Moyen Âge. À ce sujet, il raconte en riant qu'un jour qu'il interrogeait un vieillard de Tourelle sur une chanson qu'il venait de lui fredonner, il s'exclama : « Mais c'est l'histoire de Tristan que vous chantez là ! » « Tristan ? C'est le garçon à qui... ? » lui rétorqua, l'œil inquisiteur, le vénérable conteur...

Toutes ces archives n'attendent que le moment et l'endroit propices pour sortir du sous-sol de la maison du maire de Cap-Chat. Et l'endroit est tout trouvé. Non loin du Centre, près du rocher-chat, se dresse un phare qui servait, jusqu'à tout récemment, à prévenir les navires qui croisaient au large des dangers de circuler trop près de la berge, hérissée de récifs sournois et meurtriers. À côté, la maison du gardien du phare, aujourd'hui déserte, est suffisamment vaste pour accueillir les visiteurs et les chercheurs qui voudraient entendre ou lire ces morceaux d'archives d'hier et d'avant-hier. « Ainsi, dira monsieur Saint-Laurent, les visiteurs du Centre pourront prolonger leur séjour par une consultation des archives de folklore à la maison du gardien et, qui sait, décider de passer la nuit à Cap-Chat... »

Aujourd'hui de retour à la vie civile, monsieur Saint-Laurent continue avec passion à bâtir sur le passé, sur les faits et gestes qui ont donné et donnent toujours un sens à ce coin de pays.

À Cap-Chat comme ailleurs, la fierté de ses origines a souvent été fardée par une modernité éphémère, plutôt artificielle et sans profondeur, parfois importée d'autres pays et sans rapport réel avec nos traditions et notre style de vie. La mode des bungalows importée de Floride en est un bel exemple : un sous-sol froid et humide durant l'été et chaud et trop sec durant l'hiver.

Pourtant, lorsqu'on puise à sa culture et à ses traditions, on obtient des résultats qui correspondent tellement mieux à ce que nous sommes. À Cap-Chat comme à Montmagny, à Gaspé comme à l'Anse à Beaufils, fierté, culture et identité se confondent pour constituer un puissant levier de développement

qui s'inscrit dans les principes mêmes du développement local. On pourrait aussi citer le domaine Forget à Saint-Irénée-les-Bains dans Charlevoix, le camp musical de Orford, le Festival de musique actuelle à Victoriaville, le Chic Resto Pop dans Hochelaga-Maisonneuve ou l'Escarboucle dans Centre-Sud, Inverness, capitale de la fonderie d'art, la passerelle de Armand Vaillancourt à Plessisville, le Festival de la poésie à Trois-Rivières, etc. Autant d'exemples d'une réussite fondée sur la reconnaissance identitaire.

La fierté éprouvée devant les succès remportés au Québec et à l'étranger par nos artistes et nos créateurs nous rappelle les liens essentiels qui existent entre la manifestation culturelle et le contexte physique toujours particulier qui inspire le créateur, lieu irremplaçable dont se nourrit la culture. C'est à l'Île-aux-Oies et à Montmagny que Jean-Paul Riopelle, par exemple, puisait son inspiration au cours des vingt dernières années.

En puisant aux traditions de sa communauté, on tire souvent des forces nouvelles pour affronter des problèmes actuels. On se rattache à toutes ces œuvres – patrimoine bâti, objets usuels, outils, habits ou autres – héritées des générations passées, fruits d'un inlassable labeur, témoins exemplaires d'une adaptation souvent innovatrice face aux circonstances ou aux embûches d'une vie pas toujours facile. Alors, pourquoi ne pas s'en inspirer davantage ? Ces innovations, ces inventions ont permis que l'espoir continue, à travers la vie familiale, économique et sociale. La prise de conscience de l'existence et de la beauté des œuvres du passé et du présent au sein d'une communauté stimule les capacités créatrices des individus et des groupes, nourrit des aspirations et débouche souvent sur des idées nouvelles.

En somme, la valorisation des héritages et des ressources culturelles d'une communauté contribue à soutenir une meilleure reconnaissance des particularités locales, à les ajuster aussi aux enjeux socio-économiques d'aujourd'hui. Les projets de développement auront d'autant plus de chances de déboucher sur des réalisations concrètes et durables qu'ils seront profondément enracinés dans l'évolution culturelle et sociale d'un milieu.

Or, affirmait Fernand Dumont dans sa communication aux États généraux du monde rural, « pour re-poséder sa culture » il faut miser sur l'éducation. Les projets de développement culturel, surtout lorsqu'ils sont portés par un entrepreneuriat collectif, ont une telle valeur d'exemplarité qu'ils sont sources d'inspiration pour toute la population. L'éducation doit leur faire une place de choix car l'éducation sans mémoire devient artificielle et empruntée.

Au Québec, le développement a souvent été conçu au centre pour être ensuite parachuté vers les régions. Et les habitants de régions trop souvent considéraient ce mouvement centrifuge comme allant de soi, inscrit dans l'ordre des choses.

C'est lorsque les projets s'appuient sur une identité propre au milieu où ils germent que leurs chances de succès sont les meilleures.

Lors de la première édition du Festival international du film d'Abitibi-Témiscamingue, par exemple, quand on offrait aux artisans du cinéma une visite des installations de LG2, on se comportait comme des Montréalais qui tentent de diffuser du cinéma en région. Lorsque, dès la deuxième année, l'équipe du Festival a décidé de couper cette amarre avec le centre pour s'appuyer sur les attraits propres à la région, le Festival a assuré sa pérennité.

Dès lors, si culture et identité se révèlent de puissants leviers de développement, les politiques publiques ne devraient-elles pas favoriser l'émergence des activités culturelles locales et régionales ? Surtout que le tourisme constitue, pour bon nombre de ces communautés rurales, une importante source de revenus. Pour tout dire, croire que l'activité culturelle ne puisse germer qu'à Québec et surtout à Montréal, c'est injurier les régions du Québec.

Pour faire du développement local, dit Camillo Mortagua, président de DELOS international, il faut deux conditions : d'abord *des personnes* et ensuite, *la liberté d'entreprendre*. Au Québec, nous avons les deux. Il suffit de conforter les personnes dans leur sentiment d'appartenance et leur lien identitaire avec le territoire par l'éducation, l'animation, la réalisation de projets porteurs et structurants. Au chapitre de la liberté d'entreprendre, il faut continuer de répéter aux gouvernements supérieurs que leurs méthodes de gestion par programmes et en silos ne sont pas compatibles avec le développement local. Leur dire aussi que la liberté d'entreprendre, dans une société comme la nôtre, passe avant tout par un acte de confiance dans la maturité et la capacité d'action des citoyens qui vivent dans les communautés locales.

Donner les moyens aux communautés locales ne signifie pas leur tenir la main, mais plutôt leur confier la maîtrise de leur destin. Commencer à bâtir sa maison par la base plutôt que par le sommet, c'est la seule façon, pour le Québec, de se préparer à assumer, collectivement, un destin national ouvert sur le monde.